

Irak

La mémoire du monde en péril

Dinu Bumbaru

Number 98, Fall 2003

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/15594ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (print)

1923-2543 (digital)

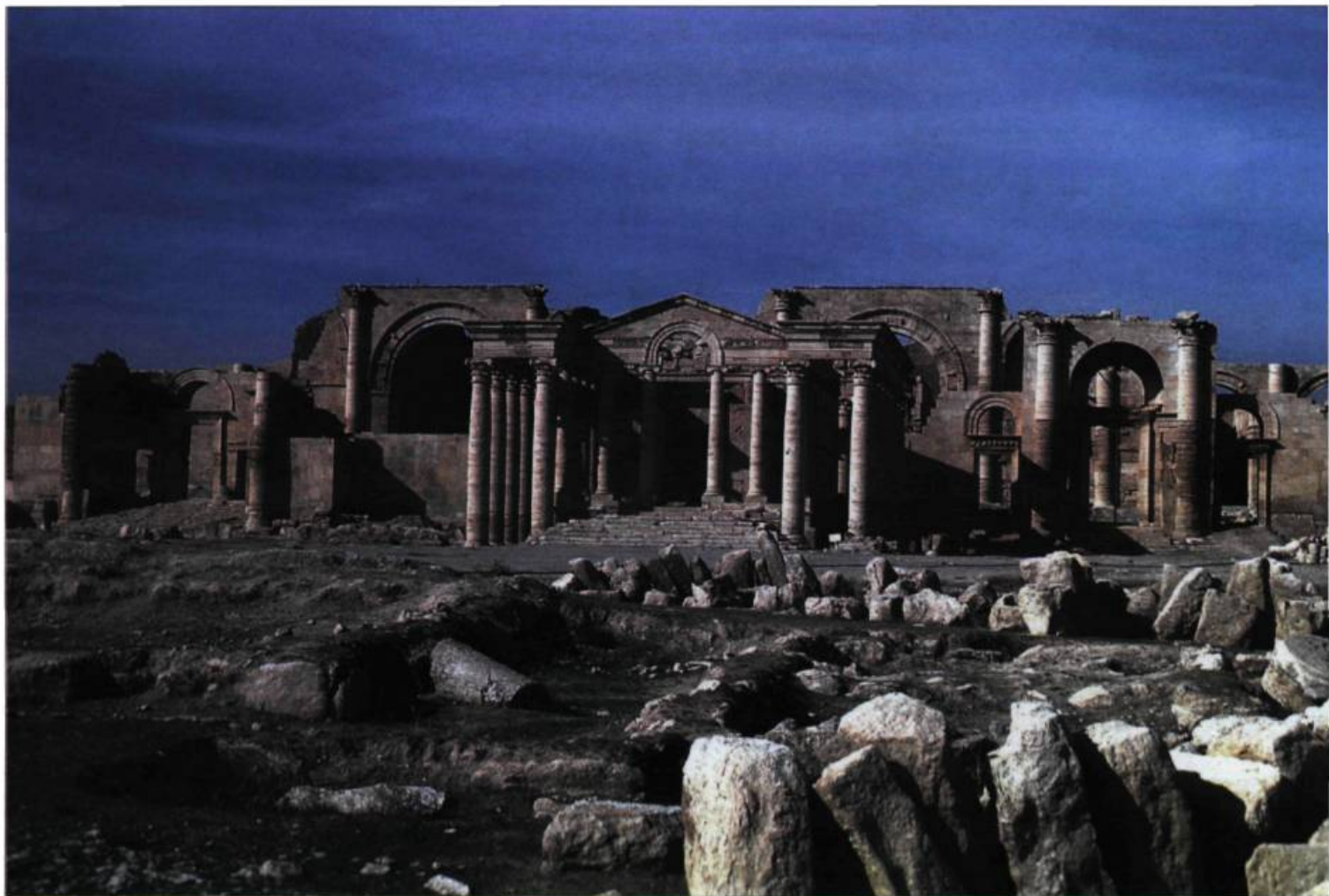
[Explore this journal](#)

Cite this article

Bumbaru, D. (2003). Irak : la mémoire du monde en péril. *Continuité*, (98), 15–17.

IRAK

LA MÉMOIRE DU MONDE EN PÉRIL



par Dinu Bumbaru

Ur, Babylone, Ninive, Bagdad... Ces noms sont enracinés dans les millénaires. Ils nous relient à une histoire qui transcende les aléas de la géopolitique contemporaine. Cette Mésopotamie a vu naître les ancêtres de nos villes, de nos lettres et de nos lois, a inspiré l'Art Déco. Cœur de la culture sumérienne il y a 70 siècles, Ur fut la terre d'Abraham. Ninive

accueillit une première grande bibliothèque il y a 26 siècles. Bagdad, capitale du Califat et métropole de savoir et de culture, rayonna pendant des siècles à travers le monde.

**PATRIMOINE,
VICTIME DE GUERRE**

Fruit d'une sédimentation historique particulièrement fertile, le patrimoine irakien reste exceptionnel par sa richesse et sa diversité. Les

campagnes de fouilles amorcées au XIX^e siècle par des diplomates français ou britanniques, et poursuivies par nombre d'institutions européennes, américaines, japonaises, canadiennes ou australiennes, ont permis d'identifier quelque 10 000 sites archéologiques d'intérêt. Cette terre, qui a connu tant de peuples et de religions, abrite aussi un vaste patrimoine de villes, de monuments d'architecture,

Des vestiges de l'empire parthe dans la ville de Hatra en Irak. On a relevé récemment la perte de la tête d'un personnage décorant une arche du temple.

Photo: Eduardo Barrios,
© UNESCO

de paysages ruraux, d'objets et d'écrits déposés dans les musées, les archives ou les bibliothèques.

Capables de destructions sans précédent dans l'histoire humaine, les militaires améri-

ainsi pu définir leurs stratégies militaires en connaissance de cause et, dans une certaine mesure, limiter les destructions lors des frappes. Malgré tout, le patrimoine irakien figure au nombre des victimes de cette guerre. Les balafres qu'il a subies s'ajoutent aux effets de la longue guerre Irak-Iran et de la guerre du Golfe. Et c'est sans parler des répercussions des années de sanctions internationales.

Les images du pillage du Musée de Bagdad diffusées à l'échelle de la planète marqueront les mémoires. D'ailleurs, Interpol et des douaniers américains envoyés sur place recherchent activement les objets volés. Mais, s'il faut se réjouir de cette action, il reste que les images ne traduisent pas toute la réalité : la plus grande partie du patrimoine ne dort pas dans les musées. Au demeurant, ceux-ci sont désormais mieux sécurisés, leurs catalogues ont été retrouvés et, toute proportion gardée, leurs trésors sont relativement moins en cause que le reste du patrimoine irakien.

Qu'advient-il en effet des milliers de bâtiments patrimoniaux, de mosquées, de cimetières, de sites archéologiques, de villages ou de quartiers anciens de l'Irak ? Combien ont été détruits ou endommagés par les bombes, les chars, les pillards ou les égouts éventrés ? Et, bien entendu, qu'en est-il des archéologues, des architectes, des historiens, des restaurateurs et des autres spécialistes irakiens dans toute cette tourmente ?

Les réponses manquent. Le bilan de la guerre de 2003 reste à faire, à plus forte raison celui des 20 dernières années. Là où les informations existent, notamment dans le domaine de l'archéologie où les nombreuses missions ont établi un solide réseau international de

collègues et de porte-parole occidentaux, il faudra les regrouper. Pour le reste, des équipes composées d'étrangers et d'Irakiens devront inévitablement aller sur place pour constater l'étendue des dégâts, des équipes dont les militaires devront assurer la sécurité, comme ils l'ont fait pour la récente mission du National Geographic (voir www.nationalgeographic.com/iraq).

LE RÔLE DE L'ICOMOS

Comme les autres organisations non gouvernementales, le Conseil international des monuments et sites (ICOMOS) a vu son rôle évoluer devant de tels événements. Fondée pour permettre aux professionnels de rompre leur isolement et de faire progresser leurs pratiques, cette organisation est devenue un collège international, lieu de solidarité et d'inspiration. La publication des rapports *Patrimoine en danger* marque le début d'une volonté d'appui entre collègues et d'une action concertée pour la protection des biens culturels eux-mêmes.

Cofondateur du Comité international du Bouclier Bleu (voir encadré), l'ICOMOS a mené une campagne pour inviter les États à reconnaître et à appliquer en Irak la Convention sur la protection des biens culturels en temps de conflit armé (1954) et la Convention du patrimoine mondial (1972), toutes deux signées par le Canada. À titre de participant aux rencontres d'experts sur le patrimoine irakien convoquées par l'UNESCO, l'ICOMOS a fait valoir qu'il fallait se préoccuper également des bâtiments, des ensembles urbains ou ruraux et des sites archéologiques d'où proviennent les spectaculaires collections muséales. En tant qu'association de collègues présents dans 120 pays, l'ICOMOS a insisté



Une tête de taureau en or de l'époque de la civilisation sumérienne provenant des tombes royales d'Ur en Irak.

Photo : M.L. Bonsirven-Fontana, © UNESCO

cains et britanniques avaient été mis au fait de cette richesse dès la guerre du Golfe. De nouveau à la fin de 2002, leurs universités leur ont transmis beaucoup d'informations. L'UNESCO a aussi remis à l'Observateur permanent des États-Unis un dossier complet sur le patrimoine de l'Irak. Les états-majors ont

pour que les professionnels irakiens soient respectés, protégés et autorisés à accomplir leur mission de conservation dans des conditions sécuritaires.

Les comités nationaux ont agi : ICOMOS/UK a interpellé Tony Blair par la Chambre des communes; l'ICOMOS a réuni une vingtaine d'organismes fort influents, dont le National Trust et le National Geographic, pour intervenir auprès du président Bush et de la Défense américaine; les comités de l'Inde, du Japon, d'Irlande et de Bulgarie ont fait valoir la responsabilité culturelle de leurs gouvernements; ceux de Norvège ou d'Allemagne ont demandé à leur gouvernement de s'engager financièrement dans le dossier du patrimoine irakien après la guerre. Enfin, l'ICOMOS a demandé que l'argent prévu pour la reconstruction ne cause pas plus de pertes patrimoniales, qu'il contribue au contraire à sauvegarder le patrimoine et à former les Irakiens et leurs institutions pour qu'ils s'en occupent adéquatement, indépendamment des appartenances ethniques ou religieuses. Cette dernière dimension est fort importante dans un contexte où le patrimoine n'a pas le même sens d'une communauté à l'autre. Le Comité grec de l'ICOMOS l'a bien fait valoir à l'issue de la mission qu'il a menée en Irak.

LE MOUVEMENT EST EN MARCHÉ...

En mai, l'Administration américaine nommait un diplomate italien, Piero Cordone, pour s'occuper du patrimoine en Irak. Sitôt en poste, M. Cordone accueillait à Bagdad une mission de l'UNESCO qui s'est concentrée sur le sort du musée national. Fin juin, l'UNESCO a envoyé une

seconde mission en Irak. Par ailleurs, des alliés des États-Unis, comme la Pologne, ont déjà dépêché des équipes d'archéologues sur place. De telles missions devront se multiplier, comme il faudra reconstituer une Administration irakienne du patrimoine, avec ses lois, ses professionnels, ses directions. Tout dommage n'est pas imputable au seul brigandage local né de l'anarchie dans laquelle le pays a sombré. En Irak comme ailleurs, les armées d'occupation doivent se discipliner. En mai, après que des soldats américains eurent vandalisé le site d'Ur, les commandants ont interdit aux troupes d'y aller sous peine de comparution en cour martiale. Le geste serait louable s'il n'était pas suivi du projet de construire un aéroport militaire à côté des vestiges ! De toute évidence, les civils comme M. Cordone, l'UNESCO et les organismes non gouvernementaux auront beaucoup à faire pour influencer les décisions touchant le patrimoine irakien. Au-delà des polémiques sur les motifs ou la légalité de cette guerre et quelles que soient ses répercussions sur le plan géopolitique, ses conséquences sur l'héritage de l'humanité ont provoqué une réaction unanime : le monde n'est pas prêt à larguer un patrimoine dont la dimension universelle



et humanitaire s'est de nouveau révélée avec acuité.

■ *Dinu Bumbaru est directeur des programmes à Héritage Montréal et secrétaire général du Conseil international des monuments et sites (ICOMOS).*

Datant de l'époque assyrienne, ce relief avec écritures cunéiformes se trouve sur le site de Nimrud en Irak. Des vols et des bris ont été constatés dans le palais depuis le début du conflit militaire.

Photo : Eduardo Barrios, © UNESCO

LE COMITÉ INTERNATIONAL DU BOUCLIER BLEU

Le Comité international du Bouclier Bleu a été fondé en 1996 par l'ICOMOS, l'ICOM (Conseil international des musées), l'ICA (Conseil international des archives) et l'IFLA (Fédération internationale des associations de bibliothèques). Il aide à coordonner les actions de ces quatre organisations avec l'UNESCO en ce qui concerne la prévention des risques et les interventions d'urgence touchant le patrimoine culturel. Organisme-conseil de l'UNESCO, il tire son nom de l'emblème de la Convention de La Haye pour la protection du patrimoine culturel en cas de conflit armé (1954).